

Charlotte Girard quitte La France insoumise: le mouvement plus que jamais au bord du gouffre

PAR PAULINE GRAULLE
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 9 JUIN 2019



Jean-Luc Mélenchon et Charlotte Girard, en novembre 2017. © Reuters

La démission de cette figure de proue du mouvement créé par Jean-Luc Mélenchon est un énième coup de tonnerre dans cette formation en très grave crise interne depuis les élections européennes. Avec quelles conséquences ?

C'est un départ de plus, mais pas un départ comme les autres. Charlotte Girard, figure de proue de La France insoumise (LFI), très appréciée des militants pour sa loyauté et sa retenue, a annoncé ce samedi 8 juin, en plein week-end de Pentecôte, qu'elle quittait le mouvement.



Jean-Luc Mélenchon et Charlotte Girard, en novembre 2017. © Reuters

Dans **un long texte** publié par sa camarade Manon Le Bretton – son propre compte Facebook a été supprimé hier –, cette ancienne très proche de Jean-Luc Mélenchon expose, avec une délicatesse qui tranche avec les récentes sorties à la kalachnikov de certains cadres de LFI – notamment celles de **Jean-Luc Mélenchon** ou de **Manuel Bompard** –, les raisons de son départ (*retrouvez le texte intégral de Charlotte Girard sous l'onglet "Prolonger" de cet article*).

« Comment faire pour dire ce qu'il y a à dire... et pour partir ? Surtout quand il n'y a pas de lieu permettant de s'adresser aux insoumis-es sans qu'une nuée de caméras et de micros fasse écran entre vous et moi », écrit celle qui ne veut pas « déranger ».

Reste que le contenu de sa note, en dépit de sa subtilité, voire du fait même de son ton calme et serein, est pour le moins « dérangeant ». La désormais ex-Insoumise, artisanne du programme « *L'avenir en commun* » de la présidentielle, et qui apparaissait en dernière position (inéligible) de la liste aux européennes, revient sur les ratés des derniers mois. La rédaction « *chaotique* » du programme des européennes ou les « *doutes* » sur la constitution de la liste – qui avait ouvert une crise au sein du mouvement, après l'apparition **des premières interrogations** dans la foulée des législatives compliquées de juin 2017.

Elle exprime sa nostalgie pour la campagne présidentielle de 2017 : les « *interventions* [du candidat d'alors] *toujours fondées sur l'explication, jamais sur l'invective* », l'époque où LFI « *parl[ait] à l'intelligence* » et s'occupait « *d'éducation populaire* ». Un anti-portrait de ce que le mouvement, au fil des mois, est devenu : resserré sur lui-même, porté par un Jean-Luc Mélenchon impulsif et explosif, et doté d'une direction coupée de sa base militante.

« *Pour ma part, le chemin fléché par La France insoumise s'arrête. J'ai donné tout ce que je pouvais tant que je pensais que l'outil – le mouvement – était conforme au but – la révolution citoyenne. Mais je n'en ai plus la certitude et je n'ai pas la certitude non plus que les efforts qu'il faudrait fournir pour obtenir la refondation interne de l'outil seront au rendez-vous. Que ma défiance ne soit pas un obstacle à l'aspiration au changement et à l'effort de réflexion collective qui aura lieu. De toute façon, il n'y a pas d'autre voie que le collectif. Allons au bout de l'explication* », invite-t-elle, sans probablement trop y croire.

Cela fait des mois que Charlotte Girard s'était mise en retrait. À l'automne dernier, elle avait refusé de conduire la liste aux européennes pour des raisons officiellement « *personnelles* », mais aussi, officieusement, pour des raisons politiques ayant

trait à l'organisation interne, jugée trop verticale. Cette prise de distance, espérait-elle, susciterait un électrochoc dans le mouvement. Mais le changement n'a pas eu lieu.

Quelques mois plus tôt, aux Amfis d'été de LFI organisés en août à Marseille, elle s'interrogeait déjà devant quelques journalistes sur le chemin emprunté par le mouvement, alors même qu'il se tournait vers une ligne plus ouverte à la gauche traditionnelle, mais aussi sur le mode de fonctionnement interne de LFI, selon elle insuffisamment démocratique.

Une critique qu'elle réitérera dans des notes internes ayant fuité dans la presse. Dernière en date, celle publiée par *Le Monde* jeudi dernier (et reproduite **ici** dans son intégralité), qui a fait l'effet d'un coup de tonnerre dans ce mouvement déjà grandement fragilisé par le mauvais score aux européennes et les diverses mésaventures, notamment les perquisitions d'octobre 2018, qu'il avait traversées ces derniers temps (*lire notre dernier article **ici***).

« Comme il ne m'apparaît pas qu'on ait bien perçu cet enjeu [de démocratie interne] soit en niant avec constance la dimension centrale de l'objection relative au fonctionnement, soit en persévérant dans une ambition de sauvetage à court-terme de l'outil, je préfère me libérer des préoccupations et projections qui m'éloignent de cette recherche », conclut-elle aujourd'hui.

Charlotte Girard s'était aussi exprimée dans **une tribune de Libération** pour déplorer le rendez-vous manqué entre LFI et les « gilets jaunes ». Persuadée qu'il faut renouer avec le terrain hors du champ partidaire ou institutionnel, elle a lancé, avec des camarades comme François Cocq – qui fut « banni » de LFI par un tweet de Jean-Luc Mélenchon cet hiver –, Manon Le Bretton ou Frédéric Viale, des « cercles constituants » dans plusieurs départements.

Quel sera l'impact de cette démission sur le mouvement ? Il est à craindre que son retentissement soit énorme. Alors que LFI est en pleine crise interne, que l'hémorragie militante s'accroît et que la « base » soutient de moins en moins une direction jugée de plus en plus illégitime, ce départ très

symbolique sera sans doute ravageur. Et pourrait annoncer une énième série de départs dans les jours ou semaines à venir.

Depuis un an, des dizaines d'Insoumis de premier rang se sont éloignés, à bas bruit ou avec tambours et trompettes. Pour l'heure, aucun cadre insoumis contacté par Mediapart n'a souhaité réagir à la démission de Charlotte Girard. Jean-Luc Mélenchon, qui ne s'est pas encore exprimé sur la crise ouverte depuis les résultats des élections européennes, n'a pas exclu lui aussi de prendre du champ. Vu la situation, il n'aura peut-être pas d'autre choix que de le faire.

Mais qui pour prendre sa place ? François Ruffin, le très apprécié député de la Somme, n'imagine pour l'instant pas reprendre ce mouvement tumultueux dont il s'est toujours prudemment tenu à l'écart. Quant aux députés Alexis Corbière ou Adrien Quatennens, ils sembleraient plus enclins à mettre les mains dans le « cambouis ». À moins qu'ils ne jugent eux aussi que LFI est devenue un trop lourd fardeau.

Prolonger

Voici le texte intégral de l'adresse publique de Charlotte Girard, diffusée samedi 8 juin 2019 par Manon Le Bretton, coresponsable de l'École de formation insoumise, sur **une page Facebook intitulée "Avec Charlotte Girard"** :

Les chemins

Mes cher.e.s camarades,

Je n'ai jamais voulu déranger. J'ai été élevée comme ça. Quand les désaccords sont venus, j'aurais beaucoup donné pour pouvoir partir sur la pointe des pieds. On m'a dit alors que ça n'allait pas être possible. Se rendre à l'évidence : ni vous, ni les journalistes n'auraient laissé faire. Vous, parce que vous auriez voulu comprendre davantage ; les journalistes, parce qu'on ne va tout de même pas laisser passer une telle occasion de montrer les dissensions dans la France insoumise.

Comment faire alors pour dire ce qu'il y a à dire ...et pour partir ? Surtout quand il n'y a pas de lieu permettant de s'adresser aux insoumis.es sans qu'une nuée de caméras et de micros fasse écran entre vous et

moi. J'avais d'abord pensé venir avec d'extravagantes lunettes noires comme maître Gims et lire ce texte à l'Assemblée représentative. Puis j'ai pensé faire lire le texte par mon amie Manon Le Bretton à la même Assemblée. Mais là encore c'était perdu d'avance : mes cheveux m'auraient trahie et puis c'était risquer de déranger davantage les débats à venir dans l'Assemblée. Autant que vous puissiez travailler en pleine connaissance du nouveau contexte et sans surprise.

Alors pourquoi je quitte mes fonctions de coordination du programme et pourquoi j'arrête ma participation à la France insoumise ?

La question de ma mise en retrait n'est plus posée. C'est un fait acquis. Mais être là sans être là, ce n'est une situation confortable pour personne ; ni pour la France insoumise, ni pour moi. Toute la difficulté était de trouver la bonne distance : la distance respectueuse.

Respectueuse vis-à-vis des camarades pleinement engagés et sincères, qui, en particulier, faisaient la campagne des européennes. Ne pas exprimer de divergences sur la ligne comme sur la stratégie au risque d'ajouter encore plus de trouble et de difficulté. Et puis ce n'est pas quand la campagne est lancée qu'on jette le doute, surtout depuis une dernière place. Or ces doutes exprimés lors de la constitution de la liste et de la rédaction chaotique du programme n'ont pas trouvé de cadre où être travaillés et élaborés suffisamment pour qu'il en sorte une perspective claire et partagée ; en l'occurrence une véritable stratégie politique qui oriente à proprement parler la campagne et, au-delà, le mouvement lui-même.

Respectueuse vis-à-vis de moi-même aussi. Ne pas battre les estrades avec des directives au mieux brouillées, au pire contraires à mes préférences et mes raisonnements. Il n'en sortirait rien de bon et rien du niveau de conviction qui avait été celui de la présidentielle. Souvenons-nous de la présidentielle. Des interventions toujours fondées sur l'explication, jamais sur l'invective. Une anticipation précieuse qui avait permis que tout le monde s'approprie les

contenus chemin faisant. Parler à l'intelligence. Mes camarades des ateliers des lois et des méthodes d'éducation populaire savent bien de quoi il s'agit.

La campagne est passée. Les camarades sont restés avec leurs questions pendant tout ce temps, quoique certains, dont je suis, ont alerté, à plusieurs reprises, au sujet du fonctionnement – juste le fonctionnement – de la France insoumise. Il avait été dit que des réponses seraient données après les Européennes. C'est ce qui devrait avoir lieu lors et à la suite de l'Assemblée représentative. C'est une bonne chose si ça arrive. Mais pour ma part, le chemin fléché par la France insoumise s'arrête. J'ai donné tout ce que je pouvais tant que je pensais que l'outil – le mouvement – était conforme au but – la révolution citoyenne. Mais je n'en ai plus la certitude et je n'ai pas la certitude non plus que les efforts qu'il faudrait fournir pour obtenir la refondation interne de l'outil seront au rendez-vous. Que ma défiance ne soit pas un obstacle à l'aspiration au changement et à l'effort de réflexion collective qui aura lieu. De toutes façons il n'y a pas d'autre voie que le collectif. Allons au bout de l'explication.

Ma défiance porte sur l'outil d'abord. La désorganisation que je ne suis pas seule à déplorer produit une telle perte d'énergie que c'en est désespérant. Or les voies pour y remédier demeurent opaques et difficiles à emprunter. Il n'y a pas de mode d'emploi, ni pour utiliser, ni pour réparer. Il est donc aussi usant de faire que de chercher un moyen de faire. Résultat : tant qu'on est d'accord tout va bien. Mais il n'y a pas de moyen de ne pas être d'accord. Or une dynamique politique – surtout révolutionnaire – dépend de la capacité des militants à s'approprier des raisonnements, c'est-à-dire potentiellement à les contester. Cette option est obstruée pour le moment, d'autant plus que dernièrement, on a eu parfois du mal à identifier avec quoi être d'accord ou pas. Le reproche d'inefficacité se confond finalement avec celui du manque de démocratie. J'en prends ma part. Juste après les législatives, je n'ai pas réussi à convaincre que le chantier de l'organisation était nécessaire et urgent.

Après le début de la campagne des Européennes, les Gilets jaunes ont fait irruption. Hors de tout ce que ce mouvement nous a fait découvrir sur la capacité de mobilisation vivace des gens, il nous a dit beaucoup sur notre organisation, en particulier l'écart que nous n'avons pas comblé entre le monde militant institutionnel et les gens. C'est la seconde raison qui me conduit à penser que l'outil, trop tourné vers l'exercice institutionnel du pouvoir, en l'occurrence l'exploitation du seul contre-pouvoir parlementaire que nous avons encore, n'a pas permis de travailler à réduire cet écart. Or la révolution citoyenne dépend essentiellement du succès de la jonction entre ce que le mouvement insoumis produit idéologiquement et le peuple. Sur le fond, on a touché du doigt cette rencontre quand on a réalisé que les revendications étaient les mêmes que celles de l'Avenir en commun. Et pourtant la jonction n'a pas eu lieu.

La forme institutionnalisée de notre mouvement ajoutée à son expression électoraliste ont révélé deux handicaps auxquels il n'était pourtant pas possible d'échapper. Un mouvement même gazeux est un groupement politique régi par la constitution et la loi. Et nous présentions une liste aux élections en cours. Il n'est pas question ici de prétendre que nous n'aurions pas dû. Cet état de fait a permis de réaliser le caractère auto-contradictoire de notre situation.

L'exercice du pouvoir dans le cadre stérilisant de la Ve République – serait-ce un contre-pouvoir aussi énergiquement et brillamment investi par le groupe insoumis à l'Assemblée nationale – produit une défiance immédiate du peuple lorsqu'il prend conscience de ce que précisément ce cadre est hostile. Lorsque la répression atteint un tel niveau de violence, non seulement la démobilisation par l'effroi augmente, mais il n'est plus possible de distinguer un consentement minimal aux règles qui permettent des expressions politiques comme la nôtre et une compromission avec le pouvoir qui menace. Dans ce contexte de grande violence – et il n'est pas possible qu'un projet aussi alternatif que l'Avenir en commun n'y conduise pas par réaction du pouvoir oligarchique –, l'outil FI identifié à la conquête du pouvoir en Ve République ne peut suffire à produire cette jonction

incontournable. J'ajoute qu'il ne faut pas confondre cette jonction avec une approbation électorale. Ce qu'il faut rechercher est un niveau de conscience populaire acquise non seulement à ce qu'il existe une oligarchie bien identifiée qui est dangereuse pour soi socialement et écologiquement, mais aussi à l'idée qu'un rôle politique légitime incombe souverainement à soi en tant que peuple. Rien de nouveau ici ; c'est la stratégie de l'ère du peuple.

Mais c'est l'instrument pour produire ce niveau de conscience menant à la révolution citoyenne qui pose problème et qu'il faut résoudre. Une piste a été suggérée, celle des « cercles constituants », ni un parti, ni une association, sans doute encore un mouvement ; à ceci près qu'ils n'ont pas d'objectif électoraliste et qu'ils ne concurrencent donc pas l'outil FI tourné vers la conquête du pouvoir d'État en Ve République. Et s'il s'agissait au fond de distinguer la perspective constituante et la perspective électorale sans pour autant les opposer ?

C'est ce questionnement qui gît sous les demandes de réflexion sur le fonctionnement ; pas une minable demande de reconnaissance individuelle.

Comme il ne m'apparaît pas qu'on ait bien perçu cet enjeu soit en niant avec constance la dimension centrale de l'objection relative au fonctionnement, soit en persévérant dans une ambition de sauvetage à court-terme de l'outil, je préfère me libérer des préoccupations et projections qui m'éloignent de cette recherche.

En attendant, nos chemins se séparent ici pour les raisons que j'ai dites avec la certitude que rien n'a été vain.

La suggestion poétique est de Manon Le Bretton. Voici cet extrait de *Caminante no hay camino* du poète républicain espagnol Antonio Machado.

Caminante, son tus huellas [Toi qui marches, ce sont tes traces]

el camino y nada más; [qui font le chemin, rien d'autre ;]

caminante, no hay camino, [toi qui marches, il n'existe pas de chemin,]

se hace camino al andar. [le chemin se fait en marchant.]

Al andar se hace camino [En marchant on fait le chemin]

y al volver la vista atrás [et lorsqu'on se retourne]

se ve la senda que nunca [on voit le sentier que jamais]

se ha de volver a pisar. [on n'empruntera à nouveau.]

J'ajouterais le vers qui précède et que Manon ne m'avait pas suggéré : *Nunca persegui la gloria.* [Je n'ai jamais cherché la gloire.]

À vous, camarades de lutte.

Charlotte.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.